

LE PARLEMENT A SON MOT ? DIRE SUR LA CROISSANCE ET L'EMPLOI

Publié le: 06-02-2006

Source: [Parlement européen](#)



Comment l'Union européenne peut-elle atteindre les objectifs fixés à Lisbonne et devenir la zone économique la plus compétitive du monde d'ici 2010 ? Le Parlement européen a accueilli cette semaine 150 parlementaires de 29 pays pour discuter des « meilleures pratiques » qui garantissent la croissance et l'emploi.

Les parlements nationaux jouent un rôle clé parce que de nombreuses étapes seront nécessaires pour engendrer de la croissance et créer de l'emploi au niveau national. La promotion de l'innovation, de la recherche et du développement et une plus grande implication des citoyens dans le processus sont autant de facteurs majeurs identifiés lors des échanges de cette semaine.

« Nous pouvons fixer des objectifs mais nous avons besoin de gens qui y croient, » a déclaré le Chancelier Wolfgang Schüssel pour la présidence autrichienne. Les discussions ont aussi dégagé les principaux thèmes : l'énergie, l'aide aux petites et moyennes entreprises et la construction du marché intérieur, notamment via la directive sur les services. La conférence, qui s'est déroulée sur deux jours, était la deuxième réunion interparlementaire organisée sur la stratégie de Lisbonne. La première avait eu lieu en mars 2005.

Objectif : 20 millions d'emplois

Les chefs d'état et de gouvernement de l'Union européenne réunis à Lisbonne en 2000 s'étaient fixés comme objectifs une croissance économique annuelle de 3 % en moyenne et la création de 20 millions d'emplois, à l'horizon 2010. À mi-chemin, les résultats étaient décevants. C'est pourquoi le sommet européen du printemps 2005 décida de concentrer les efforts sur la relance de la stratégie de Lisbonne. L'important est d'obtenir de tous les acteurs principaux, en particulier les États membres, qu'ils s'approprient ce projet.

Flexibilité + sécurité = le modèle de "flexicurity"

Où en est-on en janvier 2006 ? Le Président du Parlement européen, Josep Borrell, a fait remarquer que même si la croissance prévue pour 2006, (2,1 % du PIB) s'est améliorée par rapport à celle de l'année dernière, elle reste bien en dessous de la croissance américaine. En outre, le chômage atteindra 8,8 % environ. Néanmoins, il a identifié quelques raisons d'espérer : « nous avons défini la stratégie de Lisbonne en termes plus précis et plus réalistes. La méthode ouverte de coordination nous apporte un instrument d'action publique alliant la dimension européenne et les réalités nationales. Les avantages du modèle de « flexicurity » [combinant la flexibilité du marché du travail à la sécurité sociale des individus] font l'objet d'un consensus croissant. Nous savons également que la cohésion sociale sans la

LE PARLEMENT A SON MOT ? DIRE SUR LA CROISSANCE ET L'EMPLOI

compétitivité n'est pas pérenne et que la compétitivité sans la cohésion sociale n'est pas viable ».

Des programmes nationaux de réformes

L'une des principales innovations de la stratégie révisée est d'appeler chaque État membre de l'UE à mettre en place un programme national de réforme s'appuyant sur une liste de mesures clairement définies. Les 25 programmes ont maintenant tous été analysés par la Commission. Leur principale priorité macroéconomique est de traiter la question de la viabilité des finances publiques face au vieillissement de la population, alors que, sur le volet microéconomique, ils encouragent la recherche et l'esprit d'entreprise. Le Président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, a déclaré à l'assemblée que « les programmes sont en général une bonne base pour progresser et nous proposerons des solutions pour combler les lacunes ».